

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

14 juillet : sous le signe de la guerre en Ukraine

J.O (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Le traditionnel défilé militaire du 14-Juillet à Paris, qui prenait cette année une résonance particulière avec la guerre en Ukraine, a mis à l'honneur les pays du flanc est de l'Otan et les troupes françaises qui y sont déployées. Emmanuel Macron a accordé une interview télévisée dans la foulée de la cérémonie officielle.

La célébration du 14-Juillet hier était placée sous le signe de la guerre en Ukraine. Le retour d'un conflit aux portes de l'Europe donne un relief particulier au traditionnel défilé militaire à Paris. La Patrouille de France a peint le ciel parisien en bleu blanc rouge, donnant le coup d'envoi de la parade de la fête nationale.

Le président Emmanuel Macron avait auparavant passé en revue les troupes sur la prestigieuse avenue des Champs-Élysées à bord d'un véhicule militaire, sous un soleil radieux, avant de s'installer à la tribune sur la place de la Concorde en compagnie des plus hauts dignitaires de l'État. "Partager la flamme" était le thème du défilé 2022. Une triple référence au lien armée-nation, à la flamme de la Résistance incarnée par Hubert Germain, dernier compagnon de la Libération décédé l'an dernier, et à la flamme olympique dont la France est désormais dépositaire jusqu'aux Jeux olympiques de Paris 2024. Des médaillés olympiques et paralympiques ont fait partie du cortège.

Quelque 125 000 policiers et gendarmes étaient mobilisés hier sur l'ensemble du territoire pour assurer le bon déroulement des festivités du 14-Juillet. "En raison du niveau élevé et persistant de la menace terroriste, une attention particulière sera portée aux mesures de surveillance et de contrôle préconisées par la

posture Vigipirate, ainsi qu'aux capacités de réaction des unités", a écrit Gérald Darmanin dans un télégramme du ministère adressé notamment aux préfets.

"Les services d'ordre (...) devront être adaptés aux risques préalablement évalués par les services de renseignement et à la disponibilité des unités de forces mobiles", a-t-il conclu.



Le traditionnel défilé du 14-Juillet a repris ses droits.

"Le terrorisme n'a pas de nationalité, ni d'ethnicité, ni de religion. FETO menace l'humanité toute entière."

*Mevlüt Çavuşoğlu

DANS la nuit du 15 juillet 2016, l'"Organisation terroriste Fethullahiste" (FETO) a mené une tentative de coup d'État sanglant contre le peuple et le gouvernement de mon pays. Leur objectif était d'établir un régime radical et fondamentaliste, uniquement fidèle à leur dirigeant Fetullah Gülen.

Alors que des unités de l'armée affiliées à FETO quittaient leurs casernes pour occuper les emplacements clés, tels que le pont du Bosphore à Istanbul, et que des avions de chasse et des hélicoptères d'attaque bombardaient des cibles stratégiques, notamment le Parlement, le site présidentiel et l'Etat-major et la Direction générale de la sécurité, des milliers de civils sont descendus dans les rues pour mettre fin à cette tentative de coup d'État odieux sans précédent. Les putschistes ont tué 251 civils innocents et ont blessé des milliers d'autres. Cette nuit, le peuple turc a défendu la démocratie au prix de sa vie. Cette réponse héroïque était quelque chose que les auteurs de la tentative de coup d'État n'avaient pas prévu.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il faut en effet connaître le véritable aspect de FETO. FETO a été créé à la fin des années 1960 en tant que soi-disant "mouvement religieux". Sous le prétexte de promouvoir l'éducation et le dialogue

entre religions, il a réussi à dissimuler ses intentions malveillantes. L'infiltration bien planifiée et généralisée des membres et des convertis de FETO au sein de l'armée, des forces de l'ordre, du système judiciaire et de nombreuses institutions gouvernementales, y compris mon ministère, a été menée pendant des décennies de manière clandestine en vue de la réalisation d'un plan global, dont la phase finale a été déclenchée le 15 juillet 2016.

Si la tentative de coup d'État avait abouti, la Turquie d'aujourd'hui aurait été un pays très différent. La démocratie n'aurait pas existé et les droits et libertés fondamentaux auraient été suspendus indéfiniment. La nation serait alors tombée entre les mains d'un gouvernement extrémiste.

FETO ne contrôlait pas seulement une part importante des établissements d'enseignement, mais possédait également de nombreuses institutions financières. Leurs comptes bancaires étaient alimentés par des membres éminents de FETO, travaillant dans l'industrie et le commerce, ainsi que par le public. De nombreux civils innocents ont également été persuadés à contribuer aux ressources financières de FETO par la manipulation de leur croyance. Les énormes revenus provenant de leurs écoles réparties dans le monde entier ont été versés sur ces comptes, dans l'attente secrète de l'action finale.

À la suite de la tentative de coup

d'État sanglant du 15 juillet 2016, une action pour débarrasser le secteur public, y compris les institutions étatiques et l'armée, ainsi que le secteur privé, de tous les individus et entreprises affiliés à FETO, a été initiée de manière résolue. Certaines personnes importantes qui avaient planifié la tentative de coup d'État ont été arrêtées. D'autres ont échappé à la justice et se sont réfugiés dans des pays étrangers. Le chef de file de l'organisation terroriste FETO, Fetullah Gülen, réside toujours aux États-Unis. Notre gouvernement demande depuis des années l'extradition de Gülen vers la Turquie depuis les États-Unis ainsi que celle des membres de FETO depuis les pays européens. Malheureusement, ces demandes n'ont pas encore été satisfaites.

D'autre part, un nombre croissant de gouvernements dans le monde reconnaissent le danger que cette organisation terroriste représente également pour eux et prennent les mesures nécessaires. FETO est également engagée dans des activités illégales telles que la fraude en matière de visas, le blanchiment d'argent et le trafic d'armes. En conséquence, les membres de FETO sont exclus des secteurs public et privé dans de nombreux pays. De nombreuses écoles affiliées à cette organisation terroriste à l'étranger ont été transférées à la fondation turque Maarif après 2016. Aujourd'hui, les écoles Maarif

fonctionnent dans de nombreux pays et dispensent une excellente éducation dans le monde entier.

La nature et la portée de la lutte de la Turquie contre FETO ne diffèrent pas de celles exercées par d'autres pays contre des organisations qui avaient terrorisé des fonctionnaires et des civils, et mis en danger les valeurs démocratiques, les droits fondamentaux et les libertés. La Turquie fait ce que les pays respectifs ont fait dans le passé dans le cadre de leur lutte contre le terrorisme. Toutes les procédures sont conformes à la loi.

Le terrorisme n'a pas de nationalité, ni d'ethnicité ni de religion. Cette menace met en péril l'humanité. Par conséquent, la réponse à cette menace doit être unie et résolue. Aucun État n'a le luxe de différencier les terroristes et aucune organisation terroriste ne peut être classée comme "utile" selon les préférences. FETO est responsable de centaines de morts ainsi que d'autres crimes graves commis à l'encontre du peuple turc. Six ans après le 15 juillet 2016, la Turquie poursuit sa lutte résolue contre FETO, tout comme elle poursuit sa lutte contre d'autres organisations terroristes telles que le PKK, le PYD/YPG, le DHKP-C et DAECH. Nous attendons de la communauté internationale qu'elle soit solidaire avec la Turquie dans sa lutte contre le terrorisme.

*Ministre turc des Affaires étrangères